



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 15 AVR. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE1/IF/AC/DREAL

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1982 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 7, rue de Chapoly à SAINT-GENIS-LAVAL ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 7 mars 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 8 mars 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les observations de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT du 29 mars 2019 ;

VU le rapport du 4 avril 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées

CONSIDÉRANT que la visite sur les lieux le 6 mars 2019 a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- que les non-conformités ou observations relevées lors du contrôle des installations électriques le 12 septembre 2018 n'ont pas été corrigées,
- que la fréquence de l'analyse de l'ensemble des paramètres des polluants mentionnés à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 n'est pas conforme à l'article 33 du même arrêté,
- qu'aucune étude de nuisance sonore conforme au dernier alinéa de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 n'a pu être présentée,
- que l'attestation de capacité réglementaire relative aux fluides frigorigènes conforme à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 n'a pas encore été obtenue ;

CONSIDÉRANT que le courrier de l'exploitant du 29 mars 2019 a permis de lever le constat relatif aux non-conformités et observations relevées lors du contrôle des installations électriques ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, 7, rue de Chapoly à SAINT-GENIS-LAVAL, est mise en demeure :

- de respecter la fréquence annuelle de l'analyse de l'ensemble des paramètres des polluants mentionnés à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, conformément à l'article 33 du même arrêté,
- de respecter le dernier alinéa de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en faisant effectuer une mesure du niveau de bruit et de l'émergence par une personne ou un organisme qualifié **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de respecter l'article 36 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en obtenant l'attestation de capacité certifiant qu'elle emploie du personnel compétent et utilise du matériel approprié pour manipuler les fluides frigorigènes **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, et de ne pas disperser dans l'atmosphère les fluides contenus dans les circuits de climatisation de certains VHU.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon. La requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

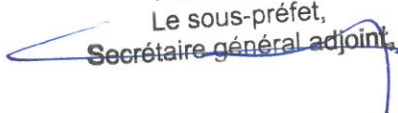
ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le 15 AVR. 2019

Le Préfet,

Pour le préfet,
Le sous-préfet,

 Secrétaire général adjoint.

Clément VIVÈS

